

Comité utilisateurs BSS

**Bureau des eaux souterraines
et de la ressource en eau**

24 mai 2016



Crédit photo : © Thierry DEGEN/METL-MEDDE



Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Ordre du jour

- 1. Rappels MEDDE : Etat des lieux, enjeux et difficultés présentes**
- 2. Projet DUPLOS : calendrier, priorités, stratégie**
- 3. Evolution BSS BRGM : contexte, démarche**
- 4. Avis sur les orientations et priorisations des actions BRGM**
- 5. Mandat de gouvernance BSS
(comitologie, membres, calendrier...)
→ Comité utilisateurs**

1. Rappels MEDDE : Etat des lieux, enjeux et difficultés présentes

La **déclaration des ouvrages souterrains** et la **création d'un identifiant BSS** pour chaque ouvrage déclaré, puis la diffusion des informations sur les ouvrages réalisés via InfoTerre garantissent :

- l'existence d'un **référentiel national unique** administré et partagé pour tous les ouvrages.
- le développement et la mise à disposition de la connaissance géologique du sol et du sous-sol, composante essentielle du **Référentiel Géologique de la France** (RGF), autre mission régalienne du BRGM.

1. Rappels MEDDE : Etat des lieux, enjeux et difficultés présentes

La **collecte des informations** se fait selon plusieurs processus :

- déclaration des ouvrages de plus de 10m de profondeur auprès de la **DREAL**
- déclaration des ouvrages domestiques auprès des **Maires** (article L.2224-9 du CGCT). Cette procédure ne vaut pas déclaration à la DREAL des ouvrages de plus de 10m de profondeur ;
- déclaration ou demande d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement (IOTA) déposée en **préfecture**, transmise à la **DDT ou la DREAL**. Cette procédure vaut déclaration à la DREAL des ouvrages de plus de 10m de profondeur ;
- déclaration, enregistrement ou demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, ICPE, au titre de l'article L.511-2 du code de l'environnement déposée en **préfecture**, transmise à la **DREAL**. Cette procédure vaut déclaration à la DREAL des ouvrages de plus de 10m de profondeur ;
- déclaration et autorisation prévues pour des travaux miniers au titre de l'article L.162-1 du code minier déposée en **préfecture**, transmises à la DREAL.

1. Rappels MEDDE : Etat des lieux, enjeux et difficultés présentes

Dans différents cas mentionnés ci-dessus (IOTA, ICPE, travaux miniers) **il incombe aux services déconcentrés (DREAL et DDT) de transmettre ces informations** sous forme papier ou numérisée au BRGM qui les implémentent dans la BSS, moyennant des demandes complémentaires d'informations suite aux travaux.

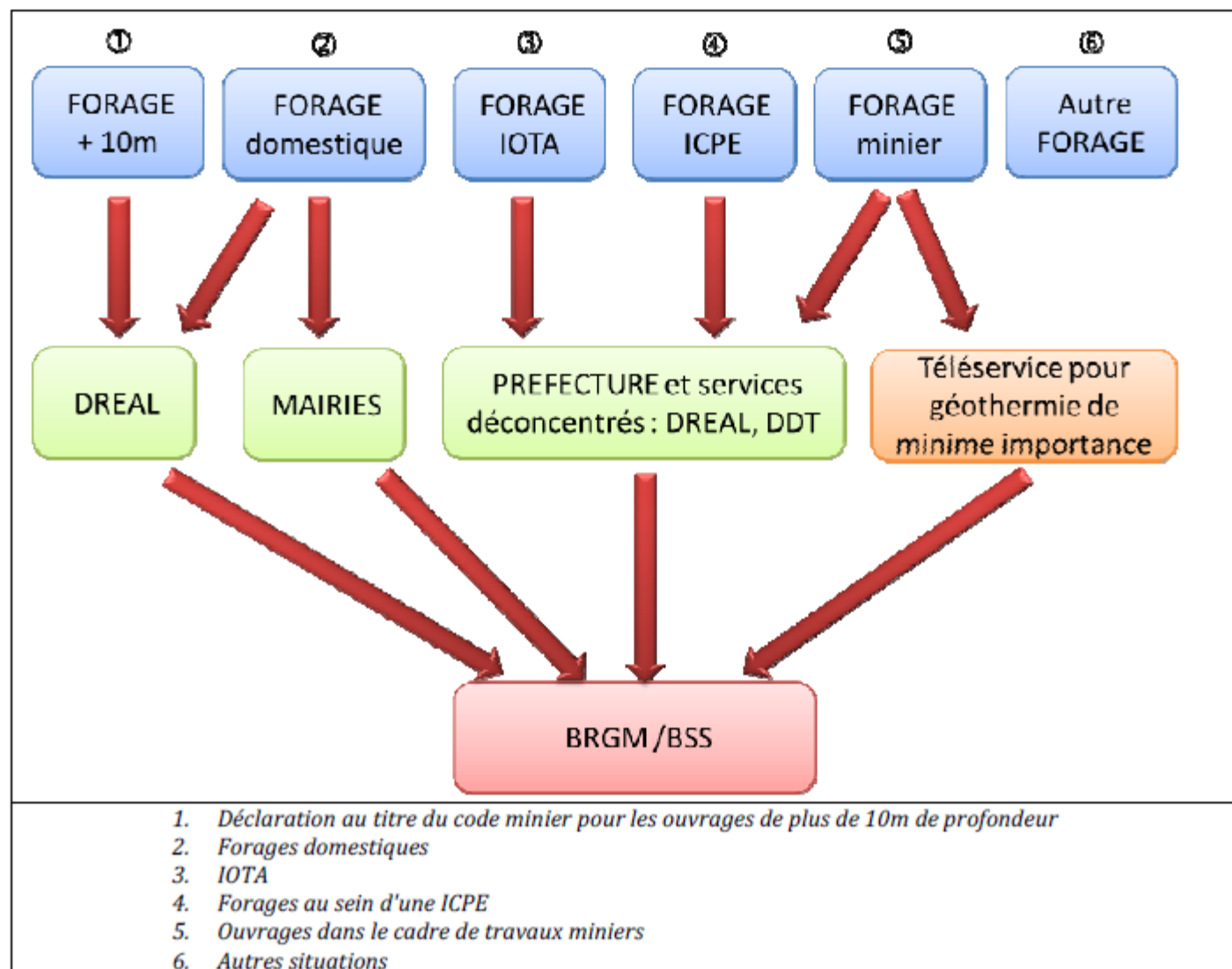
Limite 1 - L'absence de déclaration par méconnaissance des dispositions légales ou par volonté de l'ignorer, lorsqu'elle demande une déclaration spécifique qui s'ajoute aux autres procédures prévues (forages d'eau domestiques, sondages géotechniques, géothermie...) ;

Limite 2 - La perte de la déclaration dans la chaîne de transmission qui va de l'administré à la DREAL, puis à l'antenne régionale du BRGM pour ensuite être bancarisée dans la BSS ;

Limite 3 - L'absence de transmission au BRGM lorsque la procédure suivie (travaux miniers, loi sur l'eau...) vaut déclaration au titre de l'article L.411-1 et ne donne pas lieu à la déclaration dédiée (ce qui demande d'extraire du dossier remis par l'administré la partie pertinente pour la BSS).

Limite 4 - L'impossibilité d'instruire le dossier BSS par manque d'information, notamment, localisation géographique trop imprécise.

1. Rappels MEDDE : Etat des lieux, enjeux et difficultés présentes



Etat des lieux actuel des processus de déclaration concernant les ouvrages souterrains

Merci de votre attention